



LETTRE OUVERTE

Les agents de l'action sociale alertent les élus Yvelinois

Versailles, le 15.04.2021

La population Yvelinoise est durement frappée par un enchevêtrement de crises sans précédents, sanitaire, économique, sociale et environnementale.

Certains secteurs d'activités sont plus spécifiquement touchés, notre département étant notamment tourné vers l'activité touristique ou l'auto-entreprenariat. L'impact socio-économique est renforcé par un mouvement de désindustrialisation sur des bassins d'emplois historiques.

Dans les Yvelines, le nombre de bénéficiaires du RSA a augmenté de 16 %. Entre 2019 et 2020 notre département a régressé de 3 places au classement des départements en matière de chômage. En décembre 2020, 117 600 demandeurs d'emploi (+ 9,7 %) étaient inscrits à pôle emploi (source pôle Emploi).

A travers ces indicateurs parmi d'autres, ce sont autant de femmes, d'hommes, de familles durement touchés par ces crises...

Les besoins des Yvelinois sont croissants depuis plusieurs années, aussi en raison de l'augmentation de la population sur les communes notamment celles en politique de la ville. Pour exemple Carrières-sous-Poissy, Poissy, Achères, Les Mureaux, Trappes, Sartrouville, Mantes la Jolie ont vu leurs nombres d'habitants augmentés entre 2008 et 2018 (recensement INSEE) et dans le même temps, les équipes ont dû faire face à des diminutions d'effectifs.

Face à ces crises, le rôle du Conseil Départemental est fondamental en tant que puissance publique ayant pour cœur de mission la solidarité au travers de l'action sociale, la promotion de la santé et la protection de l'enfance. Ces missions sont largement portées et incarnées au quotidien par les acteurs de terrain. Nos missions pluridisciplinaires agissent en tant que vecteur des valeurs de la République et garant de la cohésion sociale.

Sur le département des Yvelines, la précarité et la population augmentent et les moyens pour y faire face diminuent.

Pour le Conseil Départemental, cette crise impacte inévitablement les moyens pour pouvoir répondre à ces besoins croissants. Ainsi, cela se traduit par une augmentation de 20 M€ des dépenses sociales.

Par contre, les moyens humains sont en diminution avec **une baisse de 2,6 % du nombre d'agents** de la filière sociale au CD 78. Les conséquences sont catastrophiques... Nous rappelons que le Conseil Départemental des Yvelines est déjà celui de France où le ratio entre nombre d'agents territoriaux et population est le plus faible.

Le personnel en charge des missions sociale, médico-sociale, enfance, insertion est déjà à flux tendu.

Cette augmentation des besoins de la population à moyen humain constant ne peut que créer un point de rupture pour les professionnels, les équipes et pour le service rendu à la population.

Pour la population l'impact est conséquent avec une augmentation des délais de traitement, de rendez-vous, un accompagnement et des interventions dégradées...

Est-il normal qu'un habitant en situation de précarité attende 3 semaines à un mois un 1^{er} rendez-vous avec une assistante sociale ?

Pour la protection de l'enfance les conséquences peuvent être dramatiques : Est-il normal que des mesures de protection de l'enfance soient placées en liste d'attente pendant des mois faute de professionnel disponible ? Est-il acceptable que **256 mesures d'aide éducative à domicile soient en liste d'attente, que 40 mesures judiciaires de placement à domicile soient non exercées...**

Comment pouvons-nous protéger les enfants qui en ont besoin ?

Devons-nous rappeler qu'au-delà de nos missions « habituelles », la crise actuelle nous amène à intervenir de plus en plus dans des domaines extrêmement sensibles ? Le nombre d'enfants en danger devant être protégés a augmenté d'une manière exponentielle, **situant le Conseil départemental dans une situation de crise sans précédent proche de la rupture il y a encore quelques semaines.**

Devons-nous rappeler également que l'augmentation des violences intrafamiliales est une triste réalité ? Que le département des Yvelines est celui ayant **le plus grand nombre de féminicides au sein de la région Ile de France ?**

Les professionnels sont toujours présents lorsqu'une femme victime de violence se présente au service, lorsqu'une famille fait appel pour faire part de difficultés avec ses enfants, lorsqu'une personne les contacte parce qu'elle a faim, lorsqu'une personne diagnostiquée schizophrène téléphone 15 fois par jours pour discuter, lorsqu'une personne se retrouve à la rue, etc. Ce sont des exemples de situations gérées au quotidien et auxquels les agents tentent d'apporter une réponse. Les professionnels de terrain se démènent pour tenir à bout de bras le sens de leurs missions au service de la population Yvelinoise. Jusqu'à quand ?

L'actualité met en lumière un pan essentiel de notre activité, celui de la prévention....

Le champ de la prévention comporte bien des aspects (délinquance, radicalisation, dépendance, violence intrafamiliale...). Ne pas investir sur la prévention est une aberration humaine et économique, car le coût humain et financier de la gestion de l'urgence sera toujours supérieur à celui de la prévention. Ne pas nous en donner les moyens est une catastrophe annoncée.

Cette situation génère de la souffrance pour le personnel en proie à un stress important du fait de ne plus pouvoir accompagner les publics en difficultés sur notre territoire.

Ces publics précarisés sont de plus en plus laissés pour compte faute d'avoir des professionnels en capacité de les accompagner pour les sortir de leurs difficultés. Cette réalité conduit indéniablement à un coût humain pour le public et financier pour l'institution (augmentation des FSL, augmentation des placements de mineurs à l'ASE, augmentation des aides financières ponctuelles...). Le colmatage ponctuel de quelques brèches ne saurait résoudre à long terme les difficultés des familles dans les Yvelines.

Face au manque d'effectif et à l'augmentation des besoins des Yvelinois, bon nombre d'agents décident de quitter le conseil départemental. En cause un conflit de valeur, la perte de sens du travail, un manque de reconnaissance professionnel, un stress accru et de l'épuisement professionnel.

Cette détérioration s'est aggravée avec de nombreuses réorganisations interne qui déstabilisent le personnel et augmentent la charge administrative de travail. Au détriment d'une approche qualitative adaptée aux besoins et au rythme des jeunes et des familles en difficultés, nous substituons une approche quantitative, normée, avec un développement d'outils de contrôle des professionnels et de la population.

Ce mouvement est un contresens pour des services qui travaillent avec l'Humain et sont créateurs de lien social. C'est contreproductif pour des missions qui s'adressent à une population souvent exclue, pour lesquels la réponse standardisée ne pourra par essence pas être fonctionnelle.

Ces évolutions fragilisent d'autant plus les missions rendues car de nouveaux dispositifs et missions supplémentaires s'effectuent sans moyens supplémentaires (insertion, cellule agrément, cellule insertion, aide à la gestion MASP etc...).

Ce phénomène est amplifié du fait de la désertification des services de proximité (CPAM, CAF...).

Avec les mairies, acteurs de proximité, les agents départementaux du social, du médico-social, de l'enfance et de l'insertion sont les derniers présents sur le terrain auprès des populations fragilisées...

Aussi, en ne renforçant pas les moyens de ces services départementaux nous arriverons à une impasse aux conséquences désastreuses pour les agents et la population Yvelinoise.

Nous sommes à un point de bascule. Le manque de moyens pour les missions sociales, médico-sociale, enfance et insertion départementales produit déjà des conséquences désastreuses qui vont en s'aggravant....

Cette évolution nous interroge sur le risque de glissement du niveau de responsabilité et des missions vers les CCAS sans moyens pour les collectivités en proximité...

C'est pourquoi, nous vous alertons sur l'urgence de renforcer les moyens et les effectifs de terrain pour l'ensemble de ces missions fondamentales.

Il est de notre responsabilité en tant qu'acteurs de terrains au service des jeunes et des familles de vous alerter sur ce point de bascule dramatique qui s'amorce...

Enfin, la crise sanitaire que nous traversons, nous rappelle à quel point nous pouvons tous être fragilisés par les aléas de la vie. Elle nous rappelle que isolés personne ne peut faire face aux difficultés, que nous avons plus que jamais besoin d'apporter des réponses collectives, solidaires et humaines.

En tant qu'élus de la république, Maires, Conseillers Départementaux, nous comptons sur votre implication au plus près des Yvelinois.

Nous avons besoin de votre engagement pour tous, pour un service public à la hauteur de ces enjeux.

*Cette lettre ouverte aux élus a été rédigée par un collectif d'agents départementaux
représentatif de la diversité des missions, des territoires et des fonctions.
Elle est le reflet d'une réalité et d'un vécu partagé par les professionnels départementaux de terrain.*
